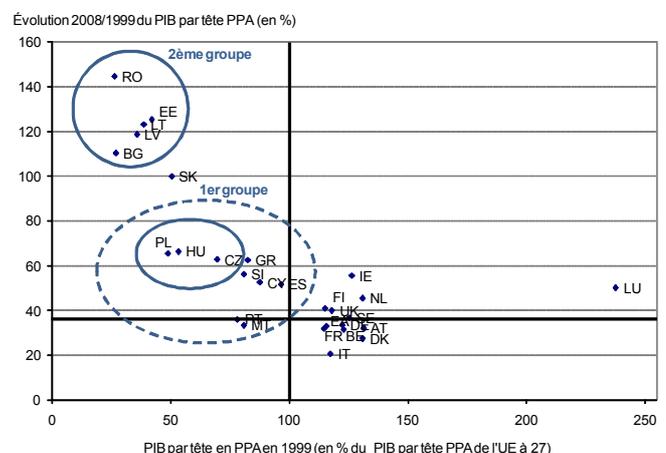


## Convergence et « déconvergence » des niveaux de vie des Nouveaux États membres de l'Union Européenne

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

- La convergence des niveaux de vie des Nouveaux États membres de l'Union européenne (NEM) vers le niveau de vie européen moyen a été particulièrement rapide au cours de la décennie 2000. Pour plusieurs pays de la région (pays baltes et Bulgarie), le PIB par tête exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) - un indicateur qui permet de comparer les niveaux de vie entre pays - a augmenté de plus de 100 % entre 1999 et 2008, quand celui des États membres de la zone euro n'a augmenté que de 30 % en moyenne.
- Les NEM ne présentent pas, toutefois, des vitesses de convergence homogènes des niveaux de vie sur la période considérée (1999-2008). Ainsi, les NEM peuvent être séparés en deux groupes en fonction du sentier de convergence suivi. On trouve un premier groupe constitué de la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, dont le niveau de vie en 1999 était le plus élevé des NEM et dont la vitesse de convergence en dix ans a été lente relativement à un deuxième groupe, composé des pays baltes, de la Bulgarie et de la Roumanie.
- Il apparaît que la crise financière a fortement affecté la croissance économique des pays de la région, enrayant les divers processus de rattrapage en cours, plus particulièrement pour les pays du deuxième groupe à convergence rapide. En effet, le PIB par tête en PPA recule pour tous les NEM entre 2008 et 2009, les pays à convergence rapide accusant un recul d'ampleur particulièrement forte entre ces deux années.
- L'extrapolation du PIB par tête en PPA en 2010 montre que le niveau de vie progresse à nouveau pour la plupart des NEM entre 2009 et 2010, mais à des rythmes inférieurs à ceux connus sur la période 1999-2008. Ceci confirme que si une « déconvergence » durable ne semble pas à l'œuvre, la crise pourrait avoir ralenti les processus de convergence en cours chez les NEM.
- Ce ralentissement des rythmes de progression des niveaux de vie en 2010 relativement aux rythmes observés sur la décennie passée est, encore une fois, plus marqué chez les pays du deuxième groupe.
- L'ampleur du recul observé dans les pays du second groupe est liée en partie à leurs déséquilibres macroéconomiques. Ceci devrait les inciter à mettre en oeuvre une stratégie de croissance plus équilibrée et plus soutenable.

La convergence des Nouveaux États membres de l'UE



Source : Commission européenne

# 1. Avant la crise, la vitesse de convergence des NEM a été d'autant plus rapide que leur niveau de vie initial était bas, en conformité avec la théorie néoclassique de la croissance

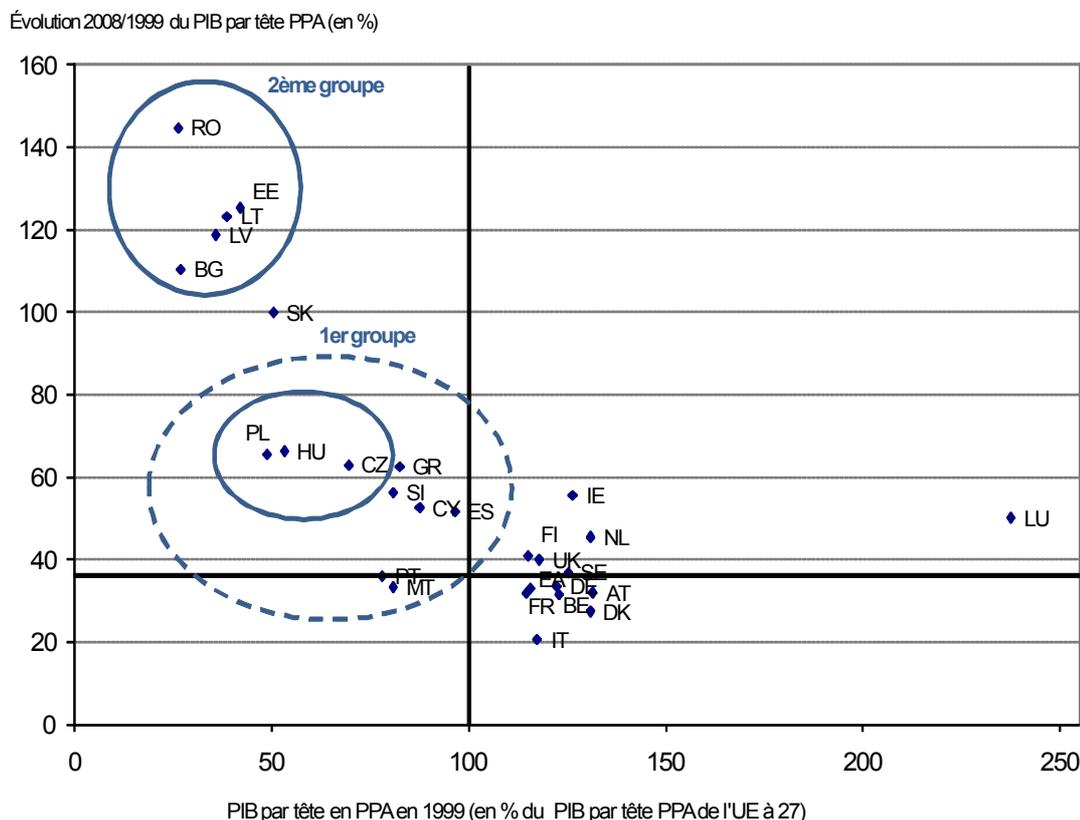
Au regard de leur niveau de vie observé à la fin des années 1990 et de leur croissance depuis dix ans, les NEM peuvent être classés en deux groupes (cf. Graphique 1).

On trouve un premier groupe constitué de la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, dont le niveau de vie en 1999 était le plus élevé des NEM et dont la vitesse de convergence en dix ans a été lente relativement aux autres NEM. En effet, en 1999, leur niveau de vie moyen, mesuré par le PIB par tête en PPA (cf. Encadré 1 ci-dessous) était proche ou supérieur à 50 % de celui de l'Union européenne (48 %, 53 % et 70 % respectivement). En dix ans, leur niveau de vie absolu a crû d'environ 60 %, s'établissant en 2008 à 59 % (Pologne et

Hongrie) et 81 % (République tchèque) du niveau de vie moyen de l'Union européenne (UE) (cf. Graphique 1).

Le deuxième groupe est constitué des États baltes, la Bulgarie et la Roumanie, dont le niveau de vie moyen était faible en 1999 au regard de celui de l'Union européenne mais qui ont connu une convergence rapide en dix ans. En effet, en 1999, leur niveau de vie se rangeait entre 26 % au minimum (Bulgarie, Roumanie) et 43 % au maximum (Estonie) de la moyenne européenne. Ils ont vu leur niveau de vie absolu croître de plus de 100 % en dix ans, la vitesse la plus élevée étant atteinte par la Roumanie, avec une croissance de 143 % entre 1999 et 2008 (cf. Graphique 1).

Graphique 1 : la convergence des Nouveaux États membres de l'UE



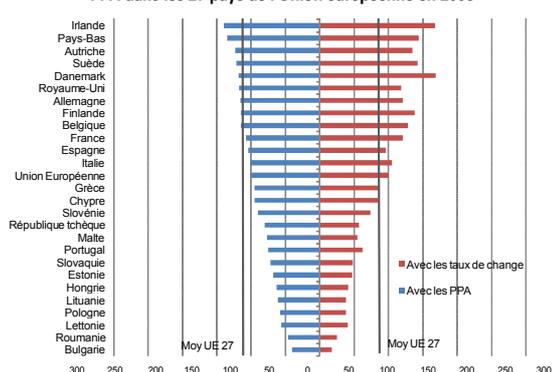
Source : Commission européenne

Note de lecture : signification des abréviations : RO Roumanie, EE Estonie, LT Lituanie, LV Lettonie, BG Bulgarie, SK Slovaquie, PL Pologne, HU Hongrie, CZ République tchèque, GR Grèce, SI Slovénie, CY Chypre, ES Espagne, PT Portugal, MT Malte, IE Irlande, FI Finlande, NL Pays Bas, UK Royaume-Uni, EA Zone euro, SE Suède, DE Allemagne, FR France, BE Belgique, AT Autriche, DK Danemark, IT Italie, LU Luxembourg.  
 Note de lecture : le PIB par tête PPA de la Roumanie était égal à 43 % du PIB par tête PPA de l'UE à 27 en 1999 et a augmenté de plus de 140 % entre 1999 et 2008. Le trait vertical en gras représente le niveau de vie moyen de l'UE à 27 en 1999 ; le trait horizontal en gras représente l'évolution entre 1999 et 2008 du PIB par tête PPA de l'UE à 27.

## Encadré 1 : Le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat, critère de comparaison des niveaux de vie

Une première manière de comparer les niveaux de vie entre États consiste à comparer les niveaux de PIB par tête convertis dans une même monnaie. Cependant, la conversion du PIB par tête par le taux de change de marché ne permet pas d'éliminer les différences de niveaux de prix constatées entre pays qui permettrait une comparaison en volume des PIB. En effet, un pays X peut produire moins en volume qu'un pays Y mais avoir un niveau général de prix supérieur. Le PIB par tête du pays X, calculé en le convertissant en une monnaie commune via le taux de change, est alors supérieur au PIB par tête du pays Y, ce qui n'est pas représentatif des différences entre les niveaux de vie (cf. Graphique 2).

Graphique 2 : comparaison des PIB par tête obtenus via les taux de change et les PPA dans les 27 pays de l'Union européenne en 2008



Source : calculs DG Trésor

Pour ce faire, la Commission européenne et nombre d'autres organisations internationales (FMI, OCDE, ONU) convertissent le PIB par tête par la parité de pouvoir d'achat, qui agit comme un taux de change absorbant précisément les différences entre structures de prix. Considérons deux pays, X et Y, dont les monnaies nationales sont x et y. La PPA est le taux de change tel que le pouvoir d'achat de x dans le pays X serait le même dans le pays Y si x était converti en y au taux de change PPA.

**Le calcul de la PPA par Eurostat s'effectue en trois étapes.** Lors de la première étape, des produits similaires sont sélectionnés dans les pays X et Y, et les prix relatifs sont calculés deux à deux. Lors de la deuxième étape, les produits sont classés en différents groupes. Une PPA est alors calculée au niveau de chaque groupe de produits en effectuant une moyenne non pondérée des PPA obtenues initialement de produit à produit. La troisième étape consiste à évaluer une PPA globale en calculant la moyenne pondérée des PPA obtenues au niveau des groupes de produits. Les pondérations appliquées à chaque groupe de produits dépendent du niveau de dépenses qui y sont consacrées.

Si la méthode employée pour obtenir les PPA au niveau des pays est simple, **le choix des produits et des pondérations peut s'avérer compliqué**, biaisant le calcul des PPA. En effet, les produits choisis de pays à pays, ainsi que les modes de consommation identifiés pour choisir les pondérations, doivent être parfaitement comparables. Or, certains produits peuvent être caractéristiques d'un pays et pas d'un autre, et les comportements de consommation peuvent largement différer de pays à pays. De plus, une nouvelle PPA doit être calculée chaque année, ce qui implique également d'identifier les évolutions au niveau de l'offre de produits et des comportements de consommation.

**Malgré ces difficultés, le PIB par tête en PPA reste le meilleur outil pour comparer l'évolution des niveaux de vie de pays à pays.**

## 2. La crise a enrayé les processus de rattrapage chez tous les Nouveaux États Membres, plus particulièrement chez les pays qui ont convergé plus rapidement sur la décennie 1999-2008

La crise économique actuelle a frappé durement les NEM, et il est probable qu'elle enraye au moins provisoirement leur rattrapage.

En effet, l'exercice d'extrapolation du PIB par tête en PPA en 2009 (cf. Encadré 2 et 3) révèle que le niveau de vie de tous les pays étudiés recule en 2009 (cf. Graphique 3). Il apparaît toutefois que :

- **Le recul du PIB par tête en PPA entre 2008 et 2009 est particulièrement fort pour les pays du deuxième groupe** : les pays baltes observent ainsi un recul à deux chiffres de leur PIB par tête en PPA (-14 % pour la Lettonie, -12 % et -11 % respectivement pour l'Estonie et la Lituanie). Ils sont suivis de la Roumanie, avec un recul du PIB par tête supérieur à 6 %. La Bulgarie fait figure d'exception ici, avec un recul plus modéré (5 %) de son PIB par tête en PPA ;
- *A contrario*, les pays du premier groupe accusent un recul moindre de leur PIB par tête en PPA entre 2008 et 2009 : -2 % pour la Pologne, -5 % pour la République tchèque. Seule la Hongrie présente un

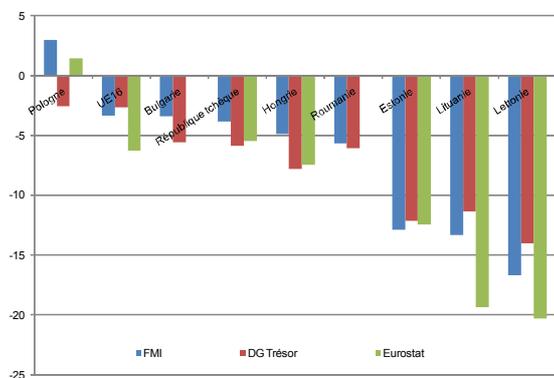
recul plus important (-7 %) de son niveau de vie par rapport au reste du groupe.

**L'extrapolation du PIB par tête en PPA en 2010 montre que le niveau de vie progresse à nouveau pour la plupart des NEM cette année-là, mais à des rythmes inférieurs à ceux connus sur la période 1999-2008.** Ceci suggère que si une *déconvergence durable* ne semble pas à l'œuvre, la crise a toutefois ralenti les processus de convergence en cours chez les NEM. Ce ralentissement est, encore une fois, plus particulièrement marqué chez les pays du deuxième groupe (cf. Graphique 4), qui éprouvent plus de difficultés à retrouver leur sentier de convergence d'avant-crise. Ainsi, la Pologne et la République tchèque voient leur PIB par tête en PPA croître de 1,5 % et 2,5 % respectivement en 2010, leur rythme de croissance annuel étant situé respectivement à 5,7 % et 5,5 % en moyenne sur la décennie

1999-2008. Les PIB par tête en PPA des pays baltes croissent de 3 % en moyenne en 2010, mais leur rythme de croissance annuel entre 1999 et 2008 se situait en moyenne à 9 %. Le différentiel entre le

rythme de convergence annuel moyen observé sur la décennie passée et la croissance du PIB par tête en PPA calculé entre 2009 et 2010 est donc plus important chez les pays du deuxième groupe.

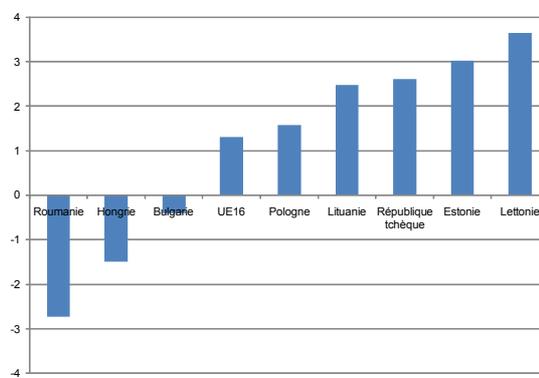
Graphique 3 : évolution du PIB par tête en PPA chez les NEM entre 2008 et 2009 (en %)



Source : FMI (*World Economic Outlook*, avril 2010), Eurostat, prévisions 2010 de la Commission européenne, calculs DG Trésor.

NB : Eurostat ne dispose pas des chiffres de PIB par tête en PPA pour la Bulgarie et la Roumanie.

Graphique 4 : évolution du PIB par tête en PPA chez les NEM entre 2009 et 2010 (en %)



Source : Eurostat, prévisions 2010 de la Commission européenne - calculs DG Trésor

## Encadré 2 : La convergence et la théorie néoclassique de la croissance

La théorie néoclassique de la croissance (Solow, 1956), analysée comme hypothèse de recherche empirique permettant de rendre compte des faits stylisés de la croissance, a une propriété intéressante : celle de la convergence. Plus le niveau de départ du stock de capital et du produit intérieur brut par habitant sont faibles, plus le taux de croissance attendu est élevé. Mais il importe de préciser la nature et le mécanisme de cette convergence.

Si toutes les économies étaient intrinsèquement les mêmes, à l'exception de leur intensité de départ en capital par habitant, on aurait une **convergence stricte** : la croissance par habitant des pays les plus pauvres tendrait à être plus rapide que celle des pays les plus riches, pour finir par rattraper le niveau de vie de ces derniers. Cependant, si les économies en présence diffèrent en termes de propensions à épargner, de fécondité, d'accès à la technologie et de politiques publiques, notamment, la nature de la convergence sera différente. Le taux de croissance est alors d'autant plus élevé que le PIB de départ est faible par rapport à sa situation d'équilibre de long terme telle qu'elle résulte de la dynamique d'accumulation du capital, du progrès technique et de la croissance de la population. Dans un tel cas de figure, la convergence se fait par rapport à la situation d'équilibre de long terme (steady state) de l'économie et non par rapport à la situation des pays les plus avancés. On parle alors de **convergence conditionnelle**.

Dans le modèle néoclassique, la propriété de convergence tient à l'existence de rendements marginaux du capital décroissants. Les économies qui ont un niveau de capital par travailleur faible (par rapport à son niveau d'équilibre de long terme) tendent à avoir des taux de rendement du capital et des taux de croissance plus élevés. La convergence est **conditionnelle** parce que le niveau d'équilibre du stock de capital et de la production par travailleur dépendent dans ce modèle de la propension à épargner (et à investir), du taux de croissance démographique et de la fonction de production, autant de caractéristiques variant d'une économie à l'autre. Des prolongements récents du modèle néoclassique ont d'ailleurs suggéré d'inclure d'autres facteurs de variation des situations d'un pays à l'autre, comme les politiques publiques, le niveau d'éducation et le capital humain des populations (Mankiw, Romer et Weil, 1992), la protection des droits de propriété ou bien encore les distorsions entre les marchés nationaux et internationaux.

**R. Barro et X. Sala-i-Martin ont cherché à tester la propriété de convergence stricte**, en étudiant des économies similaires - en réalité sur les économies des régions de plusieurs pays (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Espagne, Royaume-Uni) - faisant l'hypothèse que les régions de chaque pays considéré possédaient le même état d'équilibre. Leurs résultats vérifient la propriété de convergence stricte : au sein de chaque pays étudié, le taux de croissance des régions les plus pauvres était plus important sur la période considérée que le taux de croissance des régions les plus économiquement avancées<sup>a</sup>.

**Nos résultats portant sur les Nouveaux États membres pourraient confirmer ceux des deux auteurs sur la période 1999-2008** : les NEM dont le niveau de vie était en 1998 le plus éloigné du niveau de vie européen moyen sont ceux dont le PIB par tête en PPA a crû le plus rapidement entre 1998 et 2008. **Cependant, l'hétérogénéité des NEM et la disparité de leur performance sur la période récente ne permettent pas de conclure à la convergence stricte, mais plutôt à la traditionnelle convergence conditionnelle.**

a. Source : R. Barro et X. Sala-i-Martin : *Economic Growth*, MIT Press, 2004.

### Encadré 3 : Méthode d'extrapolation du PIB par tête en parité de pouvoir d'achat (PPA)

Eurostat fournit des données annuelles relatives au PIB par tête en PPA, mais les données pour 2009 n'ont pas encore été publiées pour l'ensemble des pays étudiés ici. Quant à l'OCDE, il publie tous les trois ans un ensemble de PPA pour une année de référence et propose d'obtenir les taux PPA agrégés au niveau du PIB pour les années intermédiaires par extrapolation : les taux PPA sont extrapolés par les taux d'inflation des pays considérés relativement à un pays ou une zone géographique de référence.

L'*International Comparison Program* de la Banque Mondiale propose de mettre en œuvre la même méthode pour obtenir des estimations de taux PPA entre deux années de référence : « *Once the estimations were obtained for the benchmark years, PPPs and the associated PPP-adjusted GDP per capita estimates for both benchmark and nonbenchmark economies are extrapolated backward and forward to create time series. For PPPs, this is done using the local rate of inflation (measured by the GDP deflator) relative to the United States, while real GDP and real GDP per capita are extrapolated using growth rates derived from constant price national data* »<sup>a</sup>. Selon l'OCDE, cette méthode permet d'obtenir des estimations robustes, sous réserve que l'extrapolation se fasse pour des années suffisamment proches de l'année de référence et qu'aucun changement majeur n'ait eu lieu au niveau de la structure des prix ou de la dépense des pays considérés.

Cette même méthode a été retenue ici pour le calcul des PIB par tête en PPA 2009 et 2010 à partir des taux PPA 2008 fournis par Eurostat. Pour 2009, les taux PPA 2008 sont d'abord extrapolés en utilisant le différentiel observé en 2009 entre les évolutions des déflateurs du PIB des pays considérés et l'évolution moyenne du déflateur du PIB dans l'UE27. Ce taux PPA extrapolé a été appliqué au PIB par tête en prix courant (2008) exprimé en monnaie locale, auquel ont ensuite été appliquées les prévisions de croissance du PIB en volume entre 2008 et 2009 publiées au printemps dernier par la Commission européenne. Les taux de PPA ainsi extrapolés sont proches de ceux calculés par le FMI. La même méthode a été retenue pour extrapoler le PIB par tête en PPA en 2010.

Tableau 1 : Comparaison des taux de PPA euro/monnaie locale (euro coté au certain)

	Calculs FMI	Calculs DG Trésor
Bulgarie	0,8	0,8
Estonie	10,8	10,9
Hongrie	168,7	167,6
Lettonie	0,4	0,4
Lituanie	2,1	2,1
Pologne	2,3	2,4
République tchèque	17,4	17,5
Roumanie	2,4	2,1

a. Source : Global Purchasing Power Parities and Real Expenditures, 2005 Report, disponible sur le site de la Banque Mondiale : <http://site-resources.worldbank.org/ICPINT/Resources/icp-final.pdf>

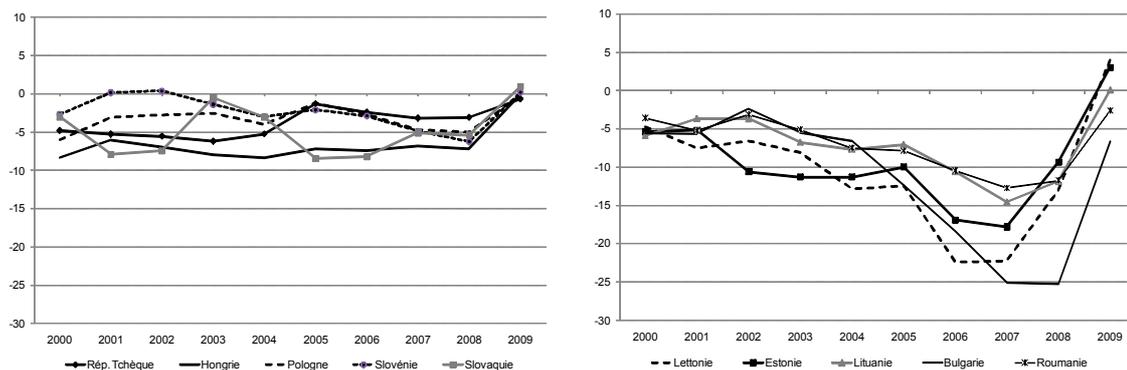
NB : Purchasing Power Parities (PPA en français).

### 3. L'ampleur du recul du PIB par tête en PPA observé chez le deuxième groupe en 2009 et leur plus grande difficulté à retrouver en 2010 les rythmes de convergence d'avant la crise posent la question de la soutenabilité de leur modèle de croissance, caractérisé par le creusement de déséquilibres externes et internes

Sur la période 2002-2006, le solde courant est plus largement déficitaire chez les pays à forte croissance que chez les pays à croissance plus modérée (cf. Graphiques 5). Le déficit courant de l'Estonie et de la Lettonie excède 10 % du PIB, celui de la Bulgarie atteint 9 % du PIB. En revanche, les déficits courants des pays du premier groupe ne dépassent

pas 5 % du PIB (sauf pour la Hongrie). Cette différence est encore plus marquée en 2007 et 2008 : les déficits courants de tous les pays à croissance élevée sont compris entre 10 % et 25 % du PIB et sont très largement supérieurs à ceux de l'autre groupe, qui ne dépassent pas 10 % du PIB.

Graphiques 5 : solde courant en % du PIB



Source : banques centrales nationales

Ces évolutions sont le reflet du creusement des déséquilibres internes et pertes de compétitivité, en particulier chez les pays baltes.

Certes, pour la plupart des pays considérés les taux d'inflation n'ont cessé d'augmenter d'année en année entre 2005 et 2008. Toutefois cette évolution a été moins marquée pour les pays à vitesse de convergence modérée, où elle était comprise entre 1 % et 8 %, contre 2 % et 16 % pour les pays à convergence rapide du deuxième groupe.

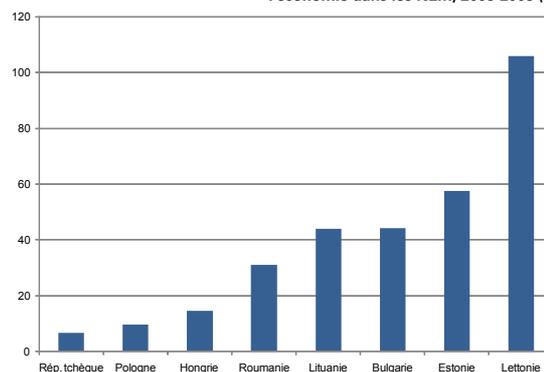
**De plus, l'évolution des coûts salariaux unitaires (CSU, soit les coûts salariaux nominaux corrigés par la productivité, considérée ici tous secteurs confondus) montre que le coût horaire de la main-d'œuvre a progressé plus vite que la productivité horaire du travail chez tous les NEM considérés, plus particulièrement chez les pays du deuxième groupe.** En effet, l'augmentation des CSU entre 2005 et 2008 est de 46 % au minimum chez les pays à forte croissance tandis qu'elle ne dépasse pas 23 % chez les pays du premier groupe (cf. Graphique 6).

**L'analyse sectorielle des CSU entre 2005 et 2008 révèle que cette augmentation a essentiellement touché le secteur abrité, pour les deux groupes. Toutefois, cette augmentation des CSU dans le secteur abrité a été compensée par une diminution des CSU dans le secteur exposé des pays du premier groupe** (-13 % en République

tchèque, -9 % en Pologne). *A contrario*, chez les pays du deuxième groupe, l'augmentation des CSU dans le secteur abrité a été accompagnée par une croissance des CSU dans le secteur exposé (hausse des CSU de près de 65 % dans le secteur manufacturier letton ; cf. Graphiques 7).

**Or l'évolution des CSU observée chez les pays du premier groupe s'explique par l'effet Balassa-Samuelson (cf. Encadré 4) et reflète donc leur choix d'un modèle de croissance plus équilibré entre dynamisme de leurs secteurs exposés et abrités.** À l'inverse, l'effet Balassa-Samuelson ne semble pas être à l'œuvre chez les pays du deuxième groupe, qui ont privilégié le seul développement de leur secteur abrité et donc accumulé des déséquilibres difficilement soutenables.

Graphique 6 : évolution des coûts salariaux unitaires dans l'ensemble de l'économie dans les NEM, 2005-2008 (%)



Source : OCDE

#### Encadré 4 : L'effet Balassa Samuelson

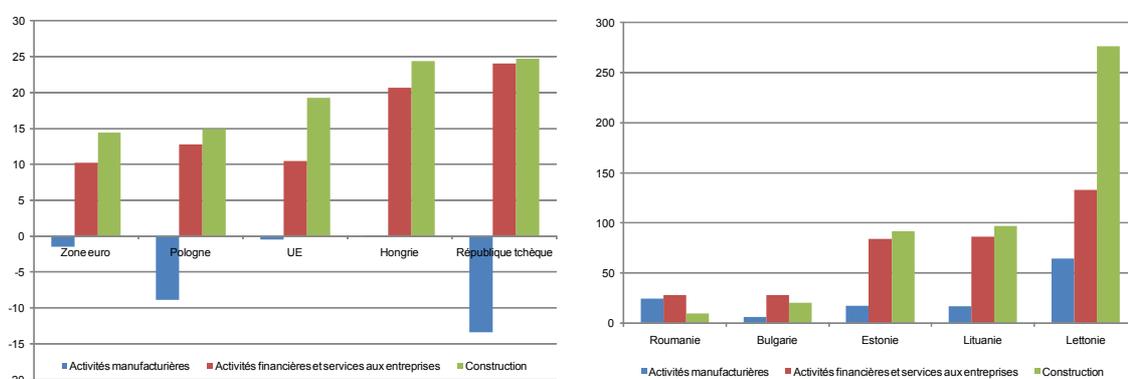
Balassa et Samuelson (1964) expliquent le différentiel de croissance de l'indice des prix entre les économies avancées et les économies en rattrapage par un différentiel de productivité entre le secteur exposé et abrité de ces dernières. L'ouverture des économies en rattrapage au commerce international entraîne des gains de productivité assortis d'une augmentation des salaires dans leur secteur exposé et celui-ci ne subit donc pas de perte de compétitivité. L'augmentation des salaires dans le secteur exposé se transmet ensuite au secteur abrité des pays en rattrapage ; or, ce secteur ne réalise pas de gains de productivité aussi significatifs que le secteur exposé, d'où une augmentation des prix dans ce secteur.

Ainsi, en termes d'évolution des coûts salariaux unitaires, l'effet Balassa-Samuelson se traduit par une trajectoire similaire des CSU des secteurs exposés des économies en rattrapage et avancées (puisqu'à l'équilibre, aucun pays ne gagne de parts de marché relativement aux autres) et par une augmentation importante des CSU dans le secteur abrité des pays en rattrapage (puisque ces derniers subissent des augmentations salariales plus importantes que leurs gains de compétitivité).

L'évolution sectorielle des CSU chez les pays du premier groupe est conforme à l'effet Balassa-Samuelson : l'évolution des CSU dans les secteurs exposés de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque est alignée sur l'évolution des CSU dans le secteur exposé de la zone euro, et les CSU dans le secteur abrité de ces mêmes pays du premier groupe augmentent fortement.

En revanche, en observant l'évolution des CSU dans le secteur exposé des pays du deuxième groupe, il n'est pas possible de conclure qu'un effet Balassa-Samuelson est à l'œuvre : en effet, les CSU augmentent dans le secteur exposé de tous les pays du deuxième groupe, tandis que les CSU dans le secteur abrité de la zone euro diminuent.

Graphiques 7 : croissance des CSU (en %) par secteur, dans les NEM entre 2004 et 2008



Source : OCDE<sup>a</sup>

- a. Les données relatives à l'évolution des CSU (ensemble de l'économie et par secteur) en 2007 et 2008 sont partielles pour la Bulgarie et la Roumanie. Les évolutions des CSU constatées pour ces pays (Graphiques 6 et 7) sont donc sujettes à une certaine incertitude.

Les pays baltes, la Bulgarie et la Roumanie sont, parmi les Nouveaux États membres de l'Union européenne, ceux à avoir convergé le plus rapidement sur la décennie 1999-2008. La crise les a toutefois durement frappés : de tous les NEM considérés, ils accusent les reculs les plus importants de leur niveau de vie en 2009 et éprouvent en 2010 plus de difficultés à retrouver leur sentier de croissance d'avant la crise.

Ces résultats soulignent les enjeux d'une croissance plus soutenable. Plusieurs indicateurs (solde courant, inflation, coûts salariaux) montrent que ce modèle se caractérise par le creusement des déséquilibres externes et une perte de compétitivité, reflétée par l'augmentation des coûts salariaux unitaires dans les secteurs abrités comme exposés de ces pays. Certes, l'existence d'un déficit de la balance des paiements courants n'est pas en tant quel tel un problème,

pourvu qu'il finance des investissements locaux présentant une forte rentabilité marginale et qu'il soit financé par des Investissements directs étrangers (IDE) ou par des investissements de portefeuille. Mais, précisément, tel n'est pas le cas pour ces pays : les investissements directs sont faibles en niveau et sont orientés vers le financement de l'immobilier. Le financement des déséquilibres courants se fait par des capitaux courts et, de ce fait, la soutenabilité de la croissance est rien moins qu'assurée. *A contrario*, la maîtrise des coûts salariaux dans le secteur exposé des autres Nouveaux États membres (Pologne et République tchèque en tête) reflète, par l'effet Balassa-Samuelson, le développement plus important de leur secteur exportateur et leur choix d'un modèle de croissance plus équilibré entre dynamisme des secteurs abrités et exposés.

Sima KAMMOURIEH

**Éditeur :**

Ministère de l'Économie,  
des Finances et de l'Industrie

Direction générale du Trésor  
139, rue de Bercy  
75575 Paris CEDEX 12

**Directeur de la Publication :**

Benoît COEURÉ

**Rédacteur en chef :**

Jean-Philippe VINCENT  
(01 44 87 18 51)  
tresor-eco@dgtrésor.gouv.fr

**Mise en page :**

Maryse DOS SANTOS  
ISSN 1777-8050

**Derniers numéros parus****■ Novembre 2010**

**n°81.** La situation économique mondiale à l'automne 2010 : les éléments de la reprise s'accordent-ils ?

Sylvain BAILLEHACHE, Nicolas END

**n°80.** Rééquilibrage de la croissance aux États-Unis, en Chine, en Allemagne et au Japon

Charles-Marie CHEVALIER, Leonardo PUPPETTO

---

**Octobre 2010**

**n°79.** Qu'est-ce qui explique la résistance de l'emploi en Allemagne ?

Volker ZIEMANN

**n°78.** Reprise américaine : quel contenu en emploi ?

Vincent GROSSMANN-WIRTH, Sophie RIVAUD

---

**Septembre 2010**

**n°77.** Le recul de l'emploi industriel en France de 1980 à 2007 : quelle est la réalité ?

Lilas DEMMOU

[http://www.tresor.bercy.gouv.fr/TRESOR\\_ECO/tresoreco.htm](http://www.tresor.bercy.gouv.fr/TRESOR_ECO/tresoreco.htm)